

Bruxelles, le 2 décembre 2014

« Autour des mémoires » de Paul Collowald

Commission européenne
- Service « Visiteurs » -
-APA-
(Bâtiment « Charlemagne »)

Chers collègues, chers amis,

En écoutant Benoît, Margaritis, François, c'est avec émotion que je viens de revivre de nombreux souvenirs, et, s'ajoute ce soir, une grande joie de retrouver d'anciens collègues et de faire de nouvelles connaissances.

C'est, aussi, une chance de pouvoir ainsi transmettre un héritage qui est encore, à mes yeux, un grand projet politique, mais, qui, ayant gagné en étendue, et en complexité, reste évidemment difficile à communiquer. En fait, dès la naissance, les choses n'ont pas été toujours faciles ; j'en parle dans mon livre, et Margaritis vient d'y faire allusion : revitaliser les liens, entre les citoyens et les institutions européennes, va constituer une préoccupation majeure du Président Jean-Claude Juncker et, donc, de tous les collègues en charge des relations avec la presse et l'opinion publique en général.

XXX

Certains d'entre vous savent que le titre que j'avais proposé à l'Editeur était : « Quelques commencements d'une Europe inachevée ». L'Editeur, qui a le dernier mot, a choisi « J'ai vu naître l'Europe », il a mis en dièse, ce que j'avais proposé en bémol, plus modestement.

Je ne vais pas remonter jusqu'à la légende de la belle princesse EUROPA, enlevée par Zeus ; il y a d'ailleurs dans cette salle des experts plus compétents que moi sur ce sujet ... L'Europe, dont il s'agit, est celle de l'après-guerre, celle qui a été marquée par la naissance, à Strasbourg de la première institution européenne : le Conseil de l'Europe. C'était au mois d'août 1949. Parmi les autres « commencements », que j'ai vécus le 19 mars 1958, la séance

inaugurale de l'Assemblée européenne issue du Traité de Rome, dont le premier Président, Robert Schuman, fut élu par acclamations. Ce 19 mars 1958 – étrange coïncidence – je faisais mes adieux à la fois à Robert Schuman et au journalisme ... mon dernier article dans le « Monde », - dont j'étais le correspondant depuis 1952 -, s'intitulait « Une grande Semaine européenne s'ouvre à Strasbourg ». Le mois suivant, je partais pour Luxembourg rejoindre Jacques Rabier, qui dirigeait le service de presse de la Haute Autorité de la CECA et que je salue. « Une grande semaine européenne s'ouvre à Strasbourg », cela aurait pu être également le titre de l'avant-papier de ma jeune consœur du « Monde » qui vient de renforcer le bureau du journal à Bruxelles. En fait, je suis encore un peu sous l'impression de la semaine dernière, avec 2 discours du Pape ; le Plan Juncker des 300 Milliards ; le Prix Sakharov ; la tentative de censure, etc... Nous aurons sans doute l'occasion d'en reparler.

Revenons, - si vous le voulez bien – au premier de mes commencements ... le vendredi 12 août 1949, date à laquelle je suis tombé dans la « marmite » européenne !

Que s'était-il donc passé ce vendredi, 12 août 1949 ? Les plus anciens se souviennent peut être encore de cette semaine historique, marquée par les séances constitutives du Conseil des Ministres, à l'Hôtel de Ville de Strasbourg, et celle de l'Assemblée consultative, à l'Université, où l'Aula avait été transformée en hémicycle provisoire. Cette localisation insolite s'expliquait facilement en raison des délais très courts entre la signature à Londres, le 5 mai, du Statut du Conseil de l'Europe et les premières réunions, trois mois plus tard. Détail important, le siège était explicitement fixé à Strasbourg et ce fut le Ministre des Affaires étrangères britannique Ernest Bevin, qui en avait fait la proposition, à la grande satisfaction de son collègue français, Robert Schuman. En marge des séances officielles la société civile, avait lancé plusieurs initiatives ; l'une, 17, Place Saint Etienne, et l'autre, Place Kléber ; l'une, l'après-midi, avec les ministres et les parlementaires au FEC et l'autre, Place Kléber, en début de soirée, organisée par le Mouvement Européen. J'allais ainsi passer en quelques heures de Robert Schuman à Winston Churchill !

Au FEC, la réception offerte par le Directeur, Frère Médard, s'achève ; journaliste au « Nouvel Alsacien », je suis présenté à Robert Schuman. J'ai sous le bras un ouvrage réalisé par les Editions Alsatia, à l'occasion de l'arrivée à Strasbourg du Conseil

de l'Europe. Outre les analyses culturelles, économiques et politiques de ce dossier européen, on y trouve plusieurs biographies ; j'avais signé celle consacrée à Robert Schuman, et le Ministre des Affaires étrangères, avait tout de suite compris, que ce jeune journaliste souhaitait une dédicace. « Venez, me dit-il, accompagnez-moi à la Préfecture où je loge. Vous l'aurez votre dédicace, mais j'aimerais quand même jeter un coup d'œil sur ce que vous avez pu dire de moi ... » Je devais découvrir, dès cet instant, ce regard de Robert Schuman, fait d'un subtil mélange de bonté et de malice, qui caractérisait bien sa façon de se pencher sur son interlocuteur, le plus souvent, de plus petite taille. Ainsi, en cheminant vers la Préfecture, le Ministre me demande si j'ai eu l'occasion de franchir le Rhin lors de mes reportages, car dans 48 heures, on allait voter pour la 1^{ère} fois en Allemagne. C'était visiblement le grand souci de Robert Schuman.

N'oublions pas le contexte. Depuis le mois de mai, l'Allemagne avait certes une Constitution, son Grundgesetz ; elle n'avait pas encore de Gouvernement puisqu'elle n'avait pas encore de Parlement. Alors, ce dimanche, 14 août 1949, « que va-t-il sortir des urnes ? » se demande Robert Schuman. Que va-t-on ensuite proposer à ce peuple allemand encore traumatisé ? On ne va quand même pas recommencer Versailles, avec cet engrenage tragique qui nous avait conduit, de Hitler à une nouvelle guerre ? Trouvera-t-on une solution européenne à ce fameux « problème allemand » ? Nous étions arrivés à la Préfecture et, après avoir feuilleté l'ouvrage et ma contribution, Robert Schuman me donna sa dédicace.

9 mois plus tard, le 9 mai 1950, le téléscripteur de l'A.F.P. nous livra les premiers paragraphes de la « Déclaration Schuman ». Je devais rapidement comprendre que je tenais, là, les réponses aux questions que s'était posé Robert Schuman, en août 1949, à Strasbourg, en cheminant de la Place Saint Etienne à la Préfecture ...

Mais revenons au vendredi 12 août 1949, car en début de soirée, il y avait ce meeting Place Kléber, organisé par la section locale du Mouvement européen. Certains d'entre vous ont peut être vu récemment, à FR3 ce film-documentaire dédié à Winston Churchill. J'ai revu à cette occasion la séquence que j'avais vécue, sur le terrain, Place Kléber. On aperçoit du haut du balcon de l'Aubette Winston Churchill s'adresser à la foule en ces termes : « Prenez garde ; je vais vous parler en français ... » ! Près de 20.000 Strasbourgeois applaudissent le héros de la guerre,

redevenu simple député à l'Assemblée consultative. J'avais noté sa péroraison sur mon petit calepin de journaliste : « Dans cette ville si souvent blessée par les guerres, je me réjouis de voir naître cette première Assemblée qui deviendra peut-être le Parlement européen ».

J'ai pu recueillir ainsi des citations significatives, que je ne retrouvais guère dans les ouvrages de chercheurs et de politologues de l'histoire contemporaine. Dans ce « livre/entretiens » avec Sophie Allaux – que je salue – j'ai donc la satisfaction, ou l'illusion d'avoir pu graver dans le marbre, – si j'ose dire, – ce que j'avais écrit sur le sable ... comme journaliste.

Pour rester dans le temps qui m'est imparti, permettez-moi, de vous livrer simplement deux citations, l'une de Robert Schuman de 1942, l'autre de Pierre Pflimlin, de 1962. A 20 ans de distance, et maintenant 70 ans plus tard, sur deux thèmes très différents ces 2 citations nous parlent encore. C'est ce que les historiens appellent le « temps long », qui fait mûrir des intuitions et des projets.

- Comment construire la Paix ? la victoire une fois acquise ? C'est la méditation de Robert Schuman, au printemps 1942. Il était en résidence surveillée à Neustadt dans le Palatinat (d'où il s'évadera le 1 août) après être sorti des prisons de la Gestapo à Metz où il avait été arrêté en septembre 1940. L'un de ses proches, Georges Ditsch obtient l'autorisation de lui rendre visite. A son retour à Thionville, il rédigea les notes dont j'ai pu bénéficier, après la guerre. En voici une brève synthèse, à la page 43. « Robert Schuman croit fermement à la victoire du monde libre : à ses yeux, « la Force ne peut durablement triompher du Droit ». Mais après ? Une fois le national-socialisme vaincu, il faudra imaginer des formes nouvelles pour unir l'Europe car, dans le passé, certains l'avaient tenté par la force. Sans une réconciliation sincère et définitive entre Français et Allemands, une Europe pacifique n'est pas pensable. Assez de guerres civiles ! Nos populations des frontières sont bien placées pour le savoir. Les frontières qui nous séparent ne doivent pas être une barrière entre des peuples, entre des hommes qui, en fin de compte, n'ont jamais été eux-mêmes à l'origine des conflits. Il faut en finir avec la notion d' « ennemi héréditaire » et proposer à nos peuples de former

une communauté qui sera le fondement, un jour, d'une patrie européenne. »

Ce texte est moins connu que le mémorandum du mois d'août 1943, rédigé par Jean Monnet à Alger dans sa réflexion sur l'après-guerre. Mais, dans leur substance, les deux textes convergent et constitueront le terreau sur lequel les grandes décisions du 9 mai 1950 pourront prendre racine.

- Ma seconde citation est celle de Pierre Pflimlin ; elle porte sur un concept central, et tourne, depuis le 1^{er} septembre 1994 autour du document « Schäuble/Lamers », sur l'idée d'un « noyau dur » ; d'une Europe à plusieurs cercles ; « d'une Europe à deux vitesses » ; voire d'une Europe à géométrie variable. Ce que propose Pierre Pflimlin, c'est de réfléchir à une Europe différenciée ; voici l'extrait de son intervention du 20 septembre 1962 devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (page 71). « Je pense que nous devons chercher quelque manière de concilier la nécessité de l'élargissement de la Communauté – nul d'entre nous n'a le droit de tenir à l'écart du processus d'unification quelque pays de l'Europe libre que ce soit – et la nécessité non moins impérieuse de donner à la Communauté la cohésion, le dynamisme et, partant, l'efficacité dont elle a besoin. Je crois que nous devrions regarder ce problème en face, et qu'on devrait étudier ce que j'appelle un système différencié ; il comprendrait, en premier lieu, un noyau solide de pays qui, progressivement, constitueraient une véritable Communauté, fortement structurée, dotée d'organismes capables de prendre et de mettre en œuvre des décisions communes, et d'assumer les plus hautes et peut-être les plus dangereuses responsabilités. D'autre part, autour de ce noyau, on pourrait s'imaginer que s'articule, selon des modalités qui resteraient à définir, un ensemble de pays qui coopéreraient avec le groupe central, dans la mesure où leur situation politique et économique le leur permettrait. »

Cette analyse de Pierre Pflimlin, qui date de l'automne 1962, nous interpelle encore en décembre 2014, en particulier à l'approche du prochain Conseil Européen, d'où devraient sortir d'importantes décisions, juste avant Noël. Du coup, je repense à

un autre mois de décembre, celui de 1969, d'où se tenait à La Haye, un premier sommet informel. Georges Pompidou venait d'être élu Président de la République Française et Willy Brandt était le nouveau Chancelier allemand. Je consacre plusieurs pages à ce « tournant historique », qui se plaçait clairement sous le double signe du renforcement et de l'élargissement. Le communiqué final le soulignait fortement ; il avait 16 paragraphes, mais tout le monde a oublié le 16^{ème}, que je vais relire – vous allez comprendre pourquoi ! « Toutes les actions créatrices et de croissance européenne, ici, décidées seront assurées d'un plus grand avenir si la jeunesse y est étroitement associée ; cette préoccupation a été retenue par les gouvernements et les communautés y pourvoient » ! La commission avait saisi la balle au bond et avait organisé, en 1970, un grand colloque au Berlaymont, d'où est issu le Forum européen de la Jeunesse.

Mais revenons à l'Union économique et monétaire, qui était au cœur des débats. Le Président Jean Rey – que Bino Olivi et moi-même avons accompagné – avait été simplement « invité » dans la matinée du second jour pour s'exprimer sur les aspects, dits « communautaires ». En fait, dans les travaux préparatoires, le rôle de la Commission avait été majeur, car le Vice-président en charge de ce dossier, Raymond Barre, avait rédigé un Mémoire très complet. Vous connaissez la suite de ce « commencement » en 1969 de l'U.E.M. : le Plan Werner ; le Rapport du Comité Delors ; Maastricht ; la création de l'Euro, avec son côté inachevé ...

En effet, au fil des années, on avait « oublié » le « E » de l' « Union Economique et monétaire » ! Quand je dis qu'on avait « oublié » de mettre en œuvre le volet « économique », vous avez compris ma frustration ... le volet économique, cela comportait évidemment de la coopération budgétaire et fiscale, c'était donc : politique. Or, la volonté politique n'était pas au rendez-vous ; le courage de dire, clairement les choses a manqué en plusieurs circonstances : qui fait quoi ? Qui est responsable de quoi ? Au lieu d'expliquer qu'un partage de la souveraineté est indispensable pour avancer et pour être fort dans ce monde multipolaire, il était tellement facile de s'en tirer avec des slogans du genre : « C'est la faute à Bruxelles ! »

Si nous voulons construire une démocratie européenne, - en nous souvenant que pour Montesquieu, la démocratie, c'est la vertu – il

nous faudrait enclencher un « Cercle vertueux » où la responsabilité de chacun est concernée et engagée.

Les progrès et les échecs sont liés au courage des responsables politiques pour donner du sens et une vision à leurs concitoyens. Ceux-ci doivent pouvoir comprendre les enjeux et les défis, ainsi proposés ; droit à l'information certes mais, aussi, devoir de s'informer. C'est là où intervient mon « cercle vertueux » : gouvernements, institutions européennes, médias, citoyens, ont à expliquer et à s'expliquer sur leur « vivre ensemble » et sur leur « communauté de destin » ; cette expression est déjà dans le Préambule du Traité de la CECA ...

En conclusion, je voudrais vous dire que pour réaliser ce beau projet collectif, il faut savoir que la démocratie a deux ennemies : l'ignorance et l'indifférence. Ce soir, nous nous sentons un peu partenaires dans ce travail citoyen.

Merci à ceux qui ont organisé cette rencontre et merci à ceux qui ont répondu à leur invitation... Benoît Woringer, Chef du Service visiteurs ; Margaritis Schinas, Porte-parole de Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, et François Brunagel, chef du Protocole du Parlement européen, Président d'Honneur de l'APA (Association pour la Promotion de l'Alsace).

Paul Collowald